

22 sep 2005 -14:40

## Toespraak Verhofstadt - VBO

Discours du Premier Ministre Guy Verhofstadt à l'occasion de la rencontre gouvernement-entreprises de la FEB.

Bruxelles, le 22 septembre 2005.

Discours du Premier Ministre Guy Verhofstadt à l'occasion de la rencontre gouvernement-entreprises de la FEB. Bruxelles, le 22 septembre 2005.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Les semaines qui s'annoncent sont importantes. Pas tellement pour le Gouvernement. La confection budgétaire nous mobilise chaque année, nous y sommes habitués. Mais cette année, les semaines à venir seront avant tout importantes pour notre prospérité et pour l'avenir de celle-ci. Suite aux chocs pétroliers, la mondialisation et l'avènement de nouveaux pôles économiques en pleine croissance ont fait irruption dans le quotidien de chaque Européen. Chacun est désormais conscient que notre prospérité n'a rien d'évident. Nul ne peut en outre prétendre pouvoir poursuivre sa route dans l'insouciance. Nul ne peut prétendre que notre pays ne doit pas continuer les réformes. A n'en pas douter, nous devons continuer à agir. Nous devons améliorer le dynamisme de notre économie, augmenter notre compétitivité et renforcer notre tissu industriel. C'est la mission que chaque Etat européen se voit confier. Notre pays n'échappe pas à cette règle. Au cours du deuxième trimestre de cette année, l'économie belge a connu une croissance de 0,3 %. Sur une base annuelle, la croissance dans notre pays atteint 1,4 %. Si ce chiffre n'est bien évidemment pas spectaculaire en soi, il fait toutefois écho au douzième trimestre successif lors duquel notre pays enregistre une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro. Et étant donné notre dépendance à l'exportation, ce résultat est plutôt remarquable. La politique ciblée de ces dernières années a probablement permis à notre pays d'offrir une meilleure résistance aux chocs internationaux que les autres Etats européens. Les ingrédients de base de la recette de cette politique restent en tout cas valables aujourd'hui. Et ces ingrédients, vous les connaissez : il s'agit de la combinaison d'un budget en équilibre avec des réductions de charges tout en créant la marge nécessaire. Malgré sa complexité, c'est bien cette recette que nous devons reproduire dans les années à venir. Concrètement, cela signifie que nous visons un équilibre budgétaire, pour 2006 et 2007 également. En effet, dans les semaines à venir, mon objectif est non seulement de confectionner le budget 2006 mais également de tracer les lignes directrices du budget 2007. Je reste persuadé que des finances publiques saines, contrairement aux situations vécues dans les autres pays européens, nous placent dans la meilleure position pour alimenter la confiance en notre économie et évoluer vers davantage de croissance et davantage d'emplois. Ce ne sont pas les autorités mais bien les entreprises qui constituent le pivot de notre économie. Le devoir des autorités n'est pas d'entreprendre. Le devoir des autorités est de créer une marge qui stimule l'esprit d'entreprise dans notre pays. Je pense pouvoir affirmer que l'année prochaine, nous poursuivrons dans ce sens. J'épinglé en premier lieu la réforme de l'impôt des sociétés ou en d'autres termes, les intérêts notionnels. Cette réforme permettra bientôt aux entreprises qui investissent des fonds propres dans leur société de déduire fiscalement un taux d'intérêt, à l'instar du système actuellement en vigueur pour les emprunts. A travers cette réforme, notre pays est le seul pays européen à prévoir cette possibilité. J'estime que cette loi sur les intérêts notionnels est appelée à s'imposer comme l'une des mesures les plus importantes de ces vingt-cinq dernières années en faveur de notre climat d'investissement. Et pourtant la loi sur les intérêts notionnels ne représente qu'une des nombreuses mesures que nous avons prises en vue de renforcer notre économie. La loi sur les implantations commerciales a permis de simplifier la procédure de demande d'autorisation socio-économique. Les délais de traitement ont été réduits de moitié et le principe de subsidiarité a été respecté en confiant aux communes une compétence décisionnelle plus large. Par ailleurs, cette loi a amélioré la sécurité juridique

du demandeur et donc de l'entrepreneur. Nous avons rendu les heures supplémentaires plus flexibles et moins chères. Nous avons instauré les dites « primes à l'innovation » autorisant une entreprise à verser un salaire mensuel exonéré à tout travailleur faisant preuve d'innovation. Nous avons une fois de plus réduit les charges fiscales pesant sur le travail en équipes, nous avons diminué les impôts pour la recherche scientifique, le personnel de l'horeca, le travail des étudiants, les demandeurs d'emploi jeunes, âgés et de longue durée, les premiers emplois, les travailleurs plus âgés, tant pour les salaires modestes qu'élevés. Nous avons introduit ledit « tarif maximal dégressif » grâce auquel les entreprises bénéficient d'un allègement des taxes pour leur électricité. Dans le prolongement de ces réductions de charges ciblées, la réforme de l'impôt des personnes physiques progresse. Ce n'est pas un hasard si la consommation et par conséquent la croissance économique sont restées dans notre pays supérieures à la moyenne européenne. Tant la confiance que le pouvoir d'achat de nos concitoyens ont atteint de meilleurs niveaux. Cette évolution devrait normalement s'intensifier. Il semble en effet que la majorité des contribuables enregistrera un avantage moyen de plus de 1000 euros lors du prochain décompte en comparaison avec l'exercice d'imposition 2002. Les ménages qui bénéficient du décumul pour les couples mariés devraient même comptabiliser un profit de quelques milliers d'euros. Cette tendance se renforcera encore en 2006 puisque la réforme fiscale atteindra à ce moment son rythme de croisière. Le choix en faveur d'une réduction des charges progressive fut par ailleurs délibéré. Il aurait en effet été irresponsable de procéder en une fois à une réduction d'impôt massive et de creuser pour ce faire un nouveau trou dans le budget. Lors de la confection de notre budget 2006-2007, nous opterons, tout comme les années précédentes, pour des réductions de charges ciblées. Nous instaurerons entre autres une nouvelle réduction des charges patronales ou fiscales orientée vers les travailleurs les plus jeunes, les travailleurs plus âgés et les salaires les plus bas. Nous étendrons une nouvelle fois les réductions de charges pour le travail de nuit et en équipes. Nous privilégierons encore l'aide à l'innovation. Comme vous le savez, les entreprises pourront, dès le 1er octobre, bénéficier d'une exonération fiscale à concurrence de la moitié du précompte professionnel pour leurs chercheurs, à condition de collaborer avec un centre de recherche. Près de quatre-vingt centres ont d'ores et déjà été sélectionnés, permettant ainsi une application très vaste de cette mesure. Dans le cadre du prochain budget, nous élargirons cette application et intensifierons par conséquent nos efforts dans les domaines de la recherche et du développement.

Dames en heren, De regering heeft gisteren haar oriëntatienota omtrent de eindeloopbaan en de financiering van de sociale zekerheid overhandigd aan de sociale partners. Het is een onderhandelingsnota. Alle aspecten worden behandeld. Een aantal zaken moet natuurlijk nog worden ingevuld. Dat spreekt voor zich. Maar vooral heeft de regering duidelijke, moedige krijtlijnen getrokken. De filosofie achter deze krijtlijnen is telkens dezelfde: meer mensen langer laten werken. Het middel daartoe is drievoudig: we gaan mensen aanmoedigen, ontraden en indien nodig bestraffen. Maar voor ik op de concrete maatregelen inga, wil ik toch op één veelgehoord argument ingaan. De laatste maanden is soms de indruk gewekt dat het aan het werk houden van ouderen ten koste zou gaan van jobs voor jongeren. Dat is niet alleen niet de bedoeling. Dat zal ook niet het resultaat zijn van de nieuwe aanpak. Een groter aanbod van arbeidskrachten, onder meer van ouderen, leidt op zichzelf al tot meer werkgelegenheid. Zo heeft de massale toevloed van vrouwen op de arbeidsmarkt vanaf de jaren zestig, mee gezorgd voor de economische groei in die jaren. In de landen waar de meeste ouderen aan de slag zijn, is trouwens ook de jeugdwerkloosheid het laagst. De ervaring van onder andere de Scandinavische landen bevestigt dat er géén ruil plaats vindt tussen werk voor ouderen en werk voor jongeren. Méér werk voor ouderen leidt juist tot méér economische groei en tot méér werk voor jongeren. Toch zullen we ook onze specifieke inspanningen opdrijven om de instroom van jongeren te bevorderen. Maar eerst de maatregelen over de eindeloopbaan. Ik geef enkele van de voornaamste ingrepen. Ten eerste de herstructureringen. Iets doen aan de herstructureringen was één van de kernopdrachten. Vandaag is het zo dat de helft van de bruggepensioneerden vóór hun 55ste uit de arbeidsmarkt treden tengevolge van een herstructurering. Vaak tegen hun zin, overigens. Nu worden vijftigplussers automatisch in het brugpensioen geduwd. Terwijl we er eerst alles zouden moeten aan doen om hen te activeren, m.a.w. een nieuwe job, een nieuw baan te vinden. Of anders uitgedrukt: brugpensioen mag bij herstructurering niet de eerste optie zijn, maar moet de laatste redplank zijn als de

activering heeft gefaald. Wat hebben we beslist? Niemand gaat nog op brugpensioen op het ogenblik van de herstructurering. Alle betrokkenen zullen eerst minstens zes maand intensief naar werk moeten zoeken. In die zes maand garanderen wij hen een inkomen, ondersteuning bij het zoeken in een tewerkstellingscel en een fikse bonus indien ze werk vinden. Wie wel intensief zoekt, maar geen werk vindt, wat uiteraard kan gebeuren, kan met brugpensioen op voorwaarde dat hij werk blijft zoeken. Voor wie niet bereid is om in dit schema te stappen, wordt de deur naar het brugpensioen gesloten. Ik herhaal nogmaals voor de duidelijkheid: jonge bruggepensioneerden moeten dus beschikbaar blijven voor de arbeidsmarkt. Tweede voorbeeld: de brugpensioenvoorwaarden. Waar de normale brugpensioenleeftijd vandaag 58 jaar is, moet die leeftijd in de nabije toekomst verhogen. En dan spreek ik niet over enkele weken of maanden. Ook de anciënniteitsvoorwaarde die vandaag 25 jaar bedraagt, gaat omhoog. Dit lijkt mij overigens niet zo ongewoon gezien nu al bijna iedereen die vandaag op zijn 58ste nog werkt, normaalgezien voor zijn 33ste begonnen is. We mogen daarin echter niet fanatiek zijn. Zo mogen we, denk ik, niet verwachten van bijvoorbeeld mensen die elke dag aan de lopende band staan of de nacht doen, dat zij tot hun zestigste of langer aan één stuk door blijven werken. Ten derde, de Canada Dry's en andere vervroegde uittredingsregelingen. Het heeft geen zin om van het brugpensioen een laatste reddingsboei te maken bij herstructureringen en evenmin om de voorwaarden van het brugpensioen te verstrakken wanneer tegelijkertijd geen komaf wordt gemaakt met de Canada Dry's. De prijs van de Canada Dry's zal dan ook zodanig verhoogd worden dat het zijn huidige aantrekkelijkheid verliest. Uiteraard willen we niet alleen ontraden en bestraffen. We stimuleren ook mensen om langer aan het werk te blijven. Zo zal iedereen die ook na zijn 62ste blijft werken een extra pensioenbonus ontvangen. En wie na zijn 65ste nog wil werken krijgt daartoe meer mogelijkheden dan vandaag het geval is. We hervormen ook het tijdskrediet. Het voltijdse dat nu niet besteed wordt aan het gezin maken we een stuk moeilijker. Het deeltijdse (één vijfde) laten we evolueren voor de 55-plussers naar een soort van landingsbanen die de plaats moeten innemen van het brugpensioen. We zullen een onmiddellijke werkhervattingstoelage geven aan inactieve ouderen die opnieuw aan de slag gaan. Ook als ze dit als zelfstandige willen doen. Het is zonde dat werknemers die niet meer mee kunnen, vandaag al te veel hun job verliezen, terwijl ze binnen de onderneming soms toch kunnen blijven functioneren met aangepaste job. Daarom zullen de mogelijkheden van inplacement versoepeld worden. Eventueel loonverlies hierdoor zullen we tijdelijk compenseren. Een werkgever die een werknemer die ouder is dan 45 jaar ontslaat, moet in een hoogkwalitatief outplacement voorzien. Als de werknemer echter niet ingaat op deze outplacement, verliest hij zijn werkloosheidsuitkering. Het debat over de loopbaan gaat bovendien niet alleen over het einde maar ook over het begin. Zoals de voorzitter terecht aanhaalde, mogen we de werkloze jongeren niet uit het oog verliezen. Daarom hebben we ook voor hen in de oriëntatienota krijtlijnen uitgezet. Er komt dan ook een pakket aan maatregelen voor jongeren die het moeilijke hebben op de arbeidsmarkt. Het zwaartepunt van dit pakket is dat we de werkgevers zullen aanmoedigen om meer jongeren die deeltijds studeren en deeltijds werken een stage te laten doen. We geven de jongeren daarvoor een premie, maar alleen als ze de stage volledig volmaken. Dit is maar een greep uit de maatregelen die in de oriëntatienota van de regering staan. De nota gaat overigens niet alleen over de loopbaan. Er is eveneens een belangrijk luik over de financiering van de sociale zekerheid. Het doel van de Regering is vanaf 2006 het financieel evenwicht van de sociale zekerheid op een structurele manier te verzekeren. Of het nu zal gaan om één globale maatregel of over een optelsom van diverse maatregelen, de filosofie is dat de inkomsten voor de sociale zekerheid moeten stoelen op een brede inkomstenbasis zonder dat de economische ontwikkeling van de bedrijven wordt belemmerd. Tegelijkertijd zullen we ervoor zorgen dat het nieuwe financieringsmechanisme toelaat om de lasten op arbeid te verlagen. Voor alle duidelijkheid, dit wordt voor de bedrijven geen vestzak broekzakoperatie. We willen immers niet afwijken van het principe dat de sociale zekerheid, net zoals de fiscaliteit, op de eerste plaats moet worden ingezet om werk en welvaart te creëren. Ik hoop dat de sociale partners deze nota positief zullen ontvangen en er alles aan doen om de invulling ervan tot een goed einde te brengen. De volgende weken worden cruciaal voor het voortbestaan van onze welvaartstaat. Ik hoop dat iedereen zich daarvan goed bewust is, dat iedereen goed voor ogen houdt dat we zonder gedurfde aanpak in het loopbaandebat onze toekomstige

welvaart een serieuze hak zetten. En dat willen we toch allemaal ten allen prijze vermijden. De komende dagen en weken zullen we belangrijke knopen moeten doorhakken. En dat vergt moed zowel vanwege de beleidsmakers, als vanwege de sociale partners. De regering zal in elk geval haar verantwoordelijkheid niet ontlopen. En ook op u durf ik te rekenen. Ik dank u.